

COMBATS

BILAN À MI-MANDAT D'EMMANUEL MAUREL,
DÉPUTÉ EUROPÉEN



LA FRANCE EN EUROPE

La France est le plus grand pays de l'Union européenne, ouverte sur 4 façades maritimes européennes et seul pays européen dont le territoire se déploie aussi en Amérique du Sud, en Afrique, en Antarctique, en Océanie et en Amérique du Nord. Première puissance militaire parmi les pays fondateurs, et désormais le seul (depuis le Brexit) membre de l'Union à posséder un siège de membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU, elle assure une fonction géopolitique majeure pour l'Europe.

- > Membre fondateur de l'Union européenne
- > Membre fondateur de la zone euro

> Dossiers prioritaires pour l'économie française :

Relance de l'investissement public et privé
Protection des marchés européens
Lutte contre le dumping social
Lutte contre le dumping fiscal et l'évasion fiscale

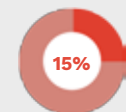
> France : 2ème puissance commerciale européenne derrière l'Allemagne.

> Taux de chômage des jeunes en 2015 :
Dans l'Union européenne : 20,4%
Dans la zone euro : 22,4%
En France : 24,7%

> Taux de croissance en 2015 :
Dans l'Union européenne : 2,2% PIB
Dans la zone euro : 2% PIB
En France : 1,3% PIB



Le nombre de projets français financés par le Plan Juncker



- 16 sur 64 en Europe
- 40 000 PME aidées

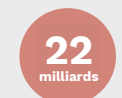


La France, puissance commerciale européenne

- 28 % avec l'Allemagne
- 12 % avec le Royaume-Uni
- 10,4 % avec l'Italie



Transferts directs et indirects entre l'UE et la France



22,2 milliards d'euros, soit 16,5% : c'est la contribution de la France au budget européen 2014- 2020



14,468 milliards d'euros : c'est le total des dépenses de l'UE en France

EDITO : CONTINUER LE COMBAT

Cher(e)s amis, cher(e)s camarades,

La question européenne est à n'en pas douter au cœur de la campagne présidentielle de 2017.

Depuis mon élection au Parlement européen 2014, l'Europe a été confrontée à une série de crises inédite. Tous les événements majeurs qui se sont produits au cours de ces deux ans et demi - du spectre du Grexit à la réalité du Brexit ; de la crise des réfugiés au virage autoritaire amorcé en Pologne et en Hongrie - soulignent que l'Europe des petits pas a fait long feu. L'Union européenne doit changer, vite, où elle mourra, lentement. Face aux conservateurs, aux libéraux et

aux partisans du « there is no alternative », j'ai engagé avec mes camarades de la gauche européenne un combat politique pour une Europe de la relance, une Europe des socles (social, économique, écologique), une Europe de l'intervention. Au quotidien, je me concentre sur les trois batailles que j'estime être les plus urgentes : le combat contre l'austérité, la réinvention de la politique commerciale vers davantage de protections, la lutte pour la justice fiscale.

Ces batailles, je les mène sur les terrains législatif et politique, avec le souci du rassemblement de la gauche, et les armes de la participation citoyenne.

Ce document, s'il n'a pas vocation à l'exhaustivité, vise à rendre compte de mon action résolue pour une réorientation effective de l'Europe. Vous pouvez évidemment retrouver tout au long de l'année mon actualité sur le site emmanuelmaurel.eu, où il vous est également possible de me contacter et de vous abonner à ma lettre d'information. Je vous souhaite d'ores et déjà une bonne lecture de ce compte-rendu.

**Amitiés socialistes,
Emmanuel Maurel**

SOMMAIRE

MES DOMAINES D'ACTION AU PARLEMENT EUROPEEN

4

RETOUR SUR... LA CRISE DES REFUGIES ET LE BREXIT

5

LUTTER CONTRE L'AUSTÉRIÉTÉ ET POUR L'EUROPE DE LA RELANCE

6

FACE AUX MÉGA-ACCORDS TRANSATLANTIQUES, RÉGULER LA MONDIALISATION

8

LE JUSTE-ÉCHANGE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

10

RÉINDUSTRIALISER L'EUROPE

12

RÉTABLIR L'ÉGALITÉ FISCALE DANS L'UNION, EXIGER LA TRANSPARENCE

13

DES VOTES DE CONVICTION

16

UNIR LES GAUCHE EUROPÉENNES

17

DIALOGUE ET PARTICIPATION AU COEUR DE MON MANDAT

18

SUR LE TERRAIN

20

MES DOMAINES D'ACTION AU PARLEMENT EUROPÉEN

En tant que député, je prends part au vote de chaque rapport législatif, consultatif, résolution, lors de l'assemblée plénière du Parlement européen, une semaine par mois à Strasbourg, et en session extraordinaire à Bruxelles. Quotidiennement, les commissions parlementaires, qui sont les premières à élaborer ou amender un texte, constituent le cœur de l'activité législative. Je suis membre de la commission du Commerce international (INTA), de la commission des Affaires économiques et monétaires (ECON), et de la commission d'enquête sur les Panama Papers (PANA).

LES CHIFFRES DE MON ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE AU 15 DÉCEMBRE 2016

2 fois rapporteur

2 fois rapporteur pour avis législatif

4 fois négociateur de mon groupe politique

1 fois négociateur de mon groupe politique sur un avis législatif

9 co-signatures de résolutions

28 interventions en session plénière

93 explications de vote écrites

38 questions parlementaires écrites

544 amendements

Mais le travail de député européen consiste aussi à établir un contact permanent avec la société civile et les acteurs économiques. J'ai rencontré - pour parler des accords commerciaux, de la transparence, de la TVA - des représentants de dizaines de secteurs d'activité, de PME, et bien sûr de très nombreux syndicats et ONG.

COMMISSION INTA

Je suis le responsable des socialistes européens pour les relations commerciales de l'UE avec le **Maghreb et le Machrek**. Opposé aux **méga-accords commerciaux transatlantiques** (TAFTA, CETA, TiSA) qui libéralisent au lieu de réguler, je défends le principe d'une **Europe stratège**, capable de **protéger ses industries** de la concurrence chinoise, et son **agriculture paysanne** face aux agro-industries. Je veux une Europe **soucieuse du développement** de l'Afrique et des pays de son voisinage immédiat. Au quotidien, je m'oppose donc à ceux qui refusent que l'UE enclenche réellement le tournant du **juste-échange**.

COMMISSION ECON

Ici, nous abordons les questions relatives à la zone euro, la gouvernance économique, les règles budgétaires, ou encore la régulation des banques et des marchés financiers. En tant que rapporteur ou négociateur pour mon groupe, je me suis investi sur les dossiers **proposant des alternatives à l'austérité budgétaire** (changer le système du Semestre européen, mettre en œuvre une réelle solidarité entre les États) et sur la **fiscalité des entreprises**, en particulier des multinationales.

COMMISSION PANA

PANA s'inscrit dans le «réveil fiscal» du Parlement européen, qui a créé à la suite du scandale Luxleaks en novembre 2014 une commission spéciale TAXE 1, renouvelée (commission TAXE 2). Membre de ces deux précédentes commissions, j'ai participé à leurs rapports finaux - feuille de route du Parlement européen en la matière. La commission PANA ayant des pouvoirs d'enquête, nous avons désormais accès à davantage de documents et j'y poursuis **mon travail pour imposer de véritables garanties démocratiques en matière de fiscalité des sociétés**.

RETOUR SUR... LA CRISE DES RÉFUGIÉS ET LE BREXIT

Alors qu'au cours des années précédentes, la stabilité financière et la solidarité économique des États européens avaient été gravement menacées, c'est désormais l'intégrité de l'Union européenne en tant qu'entité géopolitique qui est mise à l'épreuve. À travers le Brexit et les dissensions suscitées par l'accueil des réfugiés, la capacité de l'Europe à faire bloc est remise en question

LE BREXIT

Lorsqu'un peuple est consulté, il est du devoir de chacun de respecter d'abord cette consultation, ensuite son issue. Le respect de cette souveraineté constitue la moindre des choses ; même si un tel rappel, a priori évident, n'a pas empêché le contournement de la décision populaire de 2005 par le Traité de Lisbonne en 2007, ou, plus récemment, le mémorandum imposé à la Grèce. Le scrutin, comme lors de tout référendum, ne s'explique pas par une raison unique. Des xénophobes ont voté pour le Brexit, des libéraux, des souverainistes, mais également des progressistes. Il serait illusoire d'estimer que les Britanniques ont voté contre « l'Europe libérale ».

Mais l'Europe donne le sentiment de se bâtir sans égards pour les effets néfastes de son ouverture maximale (comme aucune autre zone du monde ne le fait) à la compétition internationale, sans considération pour les effets d'une mondialisation qui brise les repères. Ce choix nous impose de déplacer l'activité de l'Union européenne. Je porte l'espoir, comme beaucoup d'entre nous, d'une réaction forte des États européens, mais dans le sens d'une révision profonde des priorités de l'Union européenne, qui devrait déjà avoir commencé. Elle doit permettre de remettre enfin au centre de la coopération de nos pays la lutte contre les inégalités économiques, sociales et territoriales, le soutien au pouvoir d'achat des ménages, aux projets d'infrastructures d'énergie, et de recherche, pour laisser enfin derrière nous le spectre de la stagnation et de la soumission aux marchés financiers.

LA CRISE DES RÉFUGIÉS

Naufrages à répétition en Méditerranée, construction de murs barbelés en plein cœur de l'Europe, urgence humanitaire en Grèce et en Italie... le drame des réfugiés est symptomatique des graves difficultés endurées par l'Union européenne ces dernières années. Victime de l'absence de vision et de solidarité de ses dirigeants, l'Union européenne peine à convaincre qu'elle n'est pas qu'un grand marché mou mais également une communauté de valeurs. Ce faisant, elle faillit à son honneur. Pourtant, la crise ne touche pas que l'Europe : l'année 2014 a marqué un nouveau record historique, celui du plus grand nombre de personnes réfugiées ou déplacées des suites d'un conflit (60 millions à l'échelle mondiale). Et face à ce défi sans précédent, les États les plus exposés de l'Union européenne (Grèce, Italie) - sans parler des pays du sud de la Méditerranée : Liban, Jordanie, Tunisie - sont livrés à eux-mêmes. La Commission avait pourtant fait preuve d'intelligence, en proposant aux Vingt-Huit, en mai 2015, une clef de répartition équitable de 160 000 demandeurs d'asile à travers l'Europe. Bien qu'elle soit parvenue à surmonter l'opposition initiale de certains pays de l'Est - Hongrie, Pologne, Slovaquie, République tchèque - le plan n'est pas appliqué : un peu plus de 5 000 demandeurs d'asile ont été relocalisés en un an, alors que les îles grecques en accueillent encore des centaines de milliers. Certes, des avancées sont à signaler (comme la création d'un corps de garde-côtes européens), mais ce fiasco en a entraîné d'autres, comme la signature d'un accord avec la Turquie, qui désormais possède un moyen de pression considérable sur les Européens.

LUTTER CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET POUR L'EUROPE DE LA RELANCE

LE CERCLE VICIEUX DE L'AUSTÉRITÉ

DÉVALUATION INTERNE



« Malgré l'avalanche de preuves qui démontrent que les programmes de la Troïka ont ruiné les habitants des pays qu'ils étaient censés aider, ses dirigeants proclament que leur austérité a réussi »

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, 2016

L'Europe est la seule des grandes puissances économiques du monde à connaître un marasme prolongé après la crise de 2009 : contrairement aux autres (États-Unis, Japon) elle n'a pas pris les mesures de relance nécessaires et a préféré s'enliser dans une austérité qui bloque toute reprise et dégrade les conditions sociales. Au Parlement, je rappelle dès que j'en ai l'occasion les effets destructeurs des politiques économiques recommandées par l'Eurogroupe et la Commission européenne.

Je me suis engagé très clairement contre le programme « d'ajustement » (comprendre, d'austérité) qui a été imposé à la Grèce à l'été 2015. À titre personnel ainsi qu'avec le Progressive Caucus (voir p.17) j'ai fait des propositions et relayé les préoccupations majeures quant aux échecs de ce programme, auprès du président de l'Eurogroupe et du commissaire aux Affaires économiques. L'Union européenne doit respecter ses promesses. Dans mon travail d'amendement, dès que c'est possible, je propose les corrections nécessaires. Par exemple : rappeler que l'Union bancaire n'a pas fonctionné lors de la crise grecque alors qu'elle était censée être opérationnelle ; et que cela prouve le besoin absolu d'une vraie garantie commune des dépôts, un combat qui me tient à cœur.

« L'Europe oublie les raisons mêmes pour lesquelles une « gouvernance » économique européenne devrait être mise en œuvre. La prospérité économique des États et le bien-être de leurs populations semblent avoir complètement disparus de son radar. »

E. Maurel, Libération, 17 octobre 2016

ORGANISER LA RELANCE

L'échec de l'austérité budgétaire et des politiques de « flexibilisation » à tout crin est patent. Il nous impose de basculer, le plus tôt sera le mieux, vers une Europe de la relance, se concentrant principalement sur la reprise des investissements publics et privés.

J'essaie actuellement de sensibiliser mon groupe sur le projet gigantesque que la Commission a mis au sommet de son agenda en matière financière : l'Union des marchés des capitaux. Il consiste à diminuer les exigences d'information des entreprises sur les marchés financiers ; à réduire la régulation des marchés de capitaux ; enfin, à financiariser des pans entiers de nos économies : demander aux États de promouvoir des retraites par capitalisation avec fonds de pension...



Dans l'hémicycle de Strasbourg

Face à cela, je me bats avec les parlementaires favorables à la relance, pour développer des initiatives timides que l'Union européenne a prises, et qui fonctionnent : le nouveau fonds d'investissements stratégiques, dit « Plan Juncker », est l'une d'entre elles. Mais contrairement aux discours, le chiffre de 315 milliards représente seulement le total public et privé de l'investissement attendu. En réalité seuls 16 milliards ont été déboursés par la Commission, et encore, sous forme de garanties de prêts. Je propose de commencer par doubler cet investissement public européen, puisque son impact sur le financement des PME comme des grands projets d'intérêt général est réel.

Dans un souci de développement du tissu d'entreprises européen, j'ai recueilli en commission INTA une majorité autour de mon rapport sur l'aspect international du Plan Juncker.

Dans ce texte, je propose qu'une partie des garanties du fonds d'investissements stratégiques soit dédiée au soutien à l'exportation des entreprises, et au financement des projets d'internationalisation des PME européennes.

Enfin, je milite par mon travail législatif comme à travers mes prises de position politiques pour une

réorientation de la politique monétaire. Une véritable innovation est nécessaire, puisque jusqu'à présent, les 60 à 70 milliards d'euros prêtés chaque mois aux banques par la Banque Centrale Européenne ne parviennent pas aux entreprises nationales ni aux ménages. Les banques thésaurisent ou investissent dans des produits financiers qui ne participent pas à l'économie réelle.

« La réponse ne peut pas être de dire : il faut réduire la dette et les déficits et ensuite la croissance viendra. »

E. Maurel, Politis, 10 septembre 2015



JANVIER 2015

La BCE lance son programme d'injection massif de liquidités. Elle achète 60, puis bientôt 80 milliards d'euros par mois de titres de dette aux banques. Les obligations de certaines grandes entreprises européennes sont éligibles.

NUIT DU 12 AU 13 JUILLET 2015

La Grèce soumise à un nouveau programme d'austérité.

8 JUILLET 2016

Un rapport d'inspecteurs du FMI admet que les effets de l'austérité en Grèce, en Irlande et au Portugal ont été largement sous-estimés et que les programmes ont surtout servi à recapitaliser les banques

10 NOVEMBRE 2016

Vote du rapport Maurel sur le Fonds d'investissements stratégiques en commission INTA. Il appelle à investir dans l'internationalisation des PME européennes et garantir des exportations européennes.

FACE AUX MÉGA-ACCORDS TRANSATLANTIQUES, RÉGULER LA MONDIALISATION

Rarement le dogme du libre-échange n'a été autant contesté qu'au cours de ces deux premières années et demie de mandat. Partout, les citoyens s'emparent de ces questions qui, en réalité vont bien au-delà du commerce, s'interrogent et prennent position.

LE TAFTA EN COMA ARTIFICIEL

Sous l'effet conjugué de la pression citoyenne et parlementaire, en Europe et aux États-Unis, des saines réserves exprimées (quoique tardivement) par les gouvernements français et allemand, et de l'achoppement continu des négociations sur les points les plus emblématiques - protection des appellations d'origine ; ouverture réciproque des marchés publics ; libéralisation du commerce agricole... - les négociations TAFTA entre l'UE et les USA sont au point mort. Je m'en félicite : depuis le début de mon mandat, j'ai interpellé à plusieurs reprises la commissaire Malmström sur la manière dont sont conduites les négociations, sur leur contenu précis et sur leur bien-fondé économique et social. Je n'ai pas hésité à prendre mes responsabilités, en refusant au début de l'année 2015, en commission INTA puis en plénière, de donner mon assentiment à la poursuite des négociations.

LE CETA, TOUJOURS VIVANT

L'accord CETA entre l'UE et le Canada, de son côté, a finalement passé l'obstacle des ministres de l'UE et sera soumis au vote du Parlement européen début 2017. Modèle réduit du TAFTA, il prête le flanc aux mêmes réserves (créera-t-il des emplois ? est-il COP21-compatible ?) et véhicule les mêmes risques pour nos habitudes de consommation, notre agriculture, nos

« De manière essentielle, l'Accord UE-Canada va à l'encontre de ce dont l'Europe, traumatisée par une augmentation sans précédent des inégalités et un retrait manifeste des services publics, a vraiment besoin. »

E.Maurel et 16 députés européens réunis au sein du « Progressive Caucus », Libération et 8 autres médias européens, 15 octobre 2016.

services publics et, plus largement, notre souveraineté démocratique et juridique. J'ai initié une grande campagne de mobilisation contre le CETA, à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement européen, en participant, avec d'autres, au lancement d'une plateforme web dédiée (cf : pp. 18-19), en co-organisant des soirées d'études à Bruxelles et en co-signant une résolution demandant la saisine de la Cour de justice de l'UE sur la compatibilité du CETA avec le droit européen.

LES NÉGOCIATIONS TISA SE POURSUIVENT

Malgré un blocage sur la question des données personnelles, les négociations TISA, regroupant 50 États dont les 28 de l'UE, les USA, l'Australie, le Japon ou la Turquie, se poursuivent, et ce dans une opacité quasi-totale. Cet accord de libéralisation de services, s'il voyait le jour, pourrait fragiliser le droit des États à réguler et exposer inutilement les services publics européens. Je l'ai combattu sur le terrain parlementaire : j'ai

notamment voté une résolution appelant à un changement radical de cap dans les négociations.

LES ALTERNATIVES EXISTENT

Dans le sillage du combat wallon sur le CETA, une fenêtre s'est ouverte pour trouver des alternatives à l'agenda libre-échangiste de la Commission. La première étape de ce travail de reconstruction, auquel je me suis attelé depuis mon élection, a été de rejeter les trois piliers transatlantiques (TAFTA, CETA, TISA) de la politique commerciale de l'Union européenne. Face aux excès de la mondialisation libérale, face à l'aggravation des inégalités, face à la crise démocratique et face au réchauffement climatique, il est grand temps d'inventer une politique commerciale du XXIème siècle, qui régule au lieu de libéraliser. Dans un rapport voté à une large majorité, j'esquisse une première proposition : la « conditionnalité fiscale » dans les accords commerciaux.

« Il faut préserver les droits des États à légiférer. Par exemple, il existe dans cet accord des clauses qui rendraient irréversibles ces décisions de libéralisation : si un gouvernement libéralise le secteur de l'eau, un autre gouvernement élu ne pourrait pas revenir dessus. [...] Le TISA est une bombe à retardement. »

E.Maurel, interview sur le TISA, Libération, 27 avril 2016.



28 MAI 2015



Le gouvernement français émet (enfin) publiquement des réserves sur l'accord TAFTA

Je m'oppose, en INTA, à la résolution qui donne son feu vert à la poursuite des négociations TAFTA

29 SEPTEMBRE 2015



Je soutiens, en plénière, un rapport appelant à un changement radical du cours des négociations TISA

3 FÉVRIER 2016



100 000 personnes défilent à Berlin contre le TAFTA et le CETA

17 SEPTEMBRE 2016



La Wallonie entame un bras de fer avec la Commission européenne sur le CETA

14 OCTOBRE 2016



Je co-signe une résolution demandant la saisine de la Cour de justice pour examiner la compatibilité du CETA avec le droit

23 NOVEMBRE 2016



LE JUSTE-ÉCHANGE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

L'ampleur inédite de la crise des réfugiés et des flux migratoires à l'échelle du globe nous oblige à repenser nos relations avec les pays en développement. Mais c'est aussi et surtout l'honneur de l'Union européenne que de s'engager davantage auprès de ces États. Instables politiquement, fragiles économiquement ou vulnérables face à l'activité prédatrice de certaines multinationales, ils auraient à gagner si l'Union européenne plaçait davantage sa politique commerciale à leur service. Un outil est, pour cela, à notre disposition : le juste-échange.

RESPONSABILISER LES MULTINATIONALES

L'un des combats politiques majeurs de cette mandature est d'introduire un « devoir de vigilance » pour les entreprises européennes actives dans les pays en développement, dans des secteurs « à risque ». C'est notamment le cas dans le domaine de l'extraction - par exemple, en République démocratique du Congo - où des entreprises du secteur se fournissent en minerais, auprès de milices armées, qui sont ensuite utilisés (à l'insu des consommateurs) pour fabriquer des produits de consommation courante utilisés en Europe, comme les téléphones portables. Pour bannir les « minerais de sang » de l'Union européenne, nous nous sommes mobilisés et avons obtenu une meilleure traçabilité et une responsabilisation plus importante des entreprises importatrices de minerais. Mais ce qui vaut pour l'extractif, doit désormais s'appliquer au



secteur textile : j'ai co-signé une résolution appelant la Commission à obliger les entreprises européennes de l'habillement à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des travailleurs, et leurs droits sociaux élémentaires.

« Les "minerais des conflits" ne sont pas un problème africain ou le problème des Africains, mais au contraire, une problématique mondiale. L'Europe ne peut pas à nouveau rater le train de l'histoire, elle doit faire face à ses responsabilités ».

Maria Arena, Edouard Martin et Emmanuel Maurel, Mediapart, 15 mai 2015.

REPENSER NOTRE RELATION AVEC L'AFRIQUE

Une seconde bataille, sans doute plus ardue, est de convaincre la Commission de la nécessité de changer de paradigme dans sa relation commerciale avec l'Afrique. Celle-ci repose actuellement sur la contrainte : dans la négociation d'accords de



Cérémonie de signature de l'assistance macro-financière à la Jordanie en compagnie de Martin Schulz (alors président du Parlement européen) et Ivan Korcok (ministre des affaires européennes de la Slovaquie)

partenariat économique (APE), la Commission assortit régulièrement ses exigences d'ouverture commerciale d'un chantage politique qui ne lui fait pas honneur. J'ai plusieurs fois invité la Commission à se départir de son aveuglement idéologique : elle doit accepter que les États africains conservent des protections pour préserver les marchés agricoles locaux ou faire prospérer leurs industries naissantes. Comme elle a persisté dans ce qui me semble être une erreur,

j'ai rejeté, en commission INTA, puis en plénière, l'APE avec la Communauté d'Afrique australe (Afrique du sud, Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibie, Swaziland) puis celui avec le Ghana.

AIDER NOS PARTENAIRES DE LA MÉDITERRANÉE

Les liens entre l'Union européenne et la rive sud de la Méditerranée sont plus sainement établis, car régis par la « politique de voisinage ». Au cours de cette première moitié de mandat, je me suis employé à les renforcer afin d'aider des pays comme la Tunisie ou la Jordanie à surmonter les multiples crises auxquelles ils sont confrontés. Malgré leurs difficultés économiques, malgré leur exposition au terrorisme, malgré leur situation humanitaire (1.4 millions de réfugiés syriens en Jordanie, presque 2 millions de Libyens en Tunisie), ces deux États font figure de pôles de stabilité dans un environnement régional très troublé. En tant que rapporteur de mon groupe politique sur ces questions, j'ai accompagné les efforts des institutions européennes pour accorder à ces pays un soutien rapide, fondé sur des aides commerciales exceptionnelles et des mécanismes d'assistance financière d'urgence. Mais j'ai également

appelé la Commission à réfléchir sur le long-terme, en travaillant à des projets de reconversion de dette, et en négociant des partenariats commerciaux d'un nouveau genre, résolument asymétriques et transparents.

« On ne va pas imposer aux Tunisiens des règles qu'on imposerait aux Américains ou aux Canadiens. L'état d'esprit de la négociation, ce n'est pas du tout d'imposer une ouverture là tout de suite maintenant, l'idée, c'est que la Tunisie en sorte gagnante ».

Emmanuel Maurel, Mediapart, 14 février 2016.



Avec M. Tahar Sherif, Ambassadeur de Tunisie auprès de l'UE

30 AVRIL
2015



Face à la droite, je soutiens en plénière le texte visant à mieux encadrer le commerce des « minerais de sang »

Je co-signe avec mon groupe une résolution appelant la Commission à responsabiliser les multinationales du textile au Bangladesh

20 MAI
2015

16 FÉVRIER
2016



Responsable de mon groupe sur le dossier, je soutiens en session plénière un plan exceptionnel permettant à la Tunisie de vendre dans l'Union européenne, à droit nul, 70 000 tonnes supplémentaires d'huile d'olive sur deux ans

25 FÉVRIER
2016

Avec mes collègues socialistes français, je m'oppose à l'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Afrique australe

14 SEPTEMBRE
2016



A l'issue d'après négociations avec la Commission et le Conseil, la session plénière approuve à 540 voix pour (29 contre, 52 abstentions) mon rapport pour soutenir la Jordanie à hauteur de 200 millions d'euros en 2016, et au moins 200 millions en 2017.

24 NOVEMBRE
2016

RÉINDUSTRIALISER L'EUROPE

Je réfute l'argument des libéraux selon lequel il existerait un mouvement inéluctable vers la disparition de l'industrie européenne. L'Europe n'est pas condamnée à la désindustrialisation, aux drames sociaux, au retrait des services publics et à la rupture d'égalité territoriale qu'elle engendre. Elle doit pour cela rompre avec la résignation qui, malheureusement, la caractérise trop souvent et assumer l'exercice d'une politique industrielle volontariste, sur les plans interne et externe.

PROTÉGER LES INDUSTRIES EUROPÉENNES DE LA CONCURRENCE DÉLOYALE

Alors que tous les grandes puissances commerciales internationales (la Chine, l'Inde, le Brésil, mais aussi - et c'est une constante dans leur histoire - les États-Unis) ne rechignent pas à se protéger quand elles le jugent nécessaire, la naïveté idéologique de l'Union européenne surexpose les industries du Continent. Au point d'avoir envisagé - en prévoyant d'attribuer à la Chine le « Statut d'économie de marché » (SEM) - de se priver d'une bonne partie des armes à sa disposition pour contrer le dumping chinois. Pour dissuader la Commission de s'engager sur une voie si périlleuse, je me suis engagé, avec notamment mon collègue Édouard Martin, dans une campagne de sensibilisation. Nous avons constitué un groupe d'environ 70 députés européens sensibles au sujet (le groupe d'action « SEM Chine »), organisé plusieurs conférences réunissant experts et ambassadeurs, et lancé une contre-consultation publique à laquelle 6000 citoyens ont participé. Nous avons formé une coalition inédite - avec des députés européens, des

« L'Union européenne ne peut pas continuer à jouer le meilleur élève de l'OMC et à s'ouvrir indéfiniment, sans exiger de contreparties de la part de ses partenaires qui, eux, n'hésitent pas à s'affranchir des règles. »

Edouard Martin et Emmanuel Maurel, Les Échos, 30 octobre 2015.



Avec Edouard Martin

représentants syndicaux et patronaux - pour saisir le Président Juncker de la question, via une lettre ouverte. Notre action a porté ses fruits, au moins au Parlement

européen : en mai 2016, la session plénière, via une résolution, a refusé d'accorder le Statut d'économie de marché à la Chine. Nous avons enfin interpellé les ministres du Commerce qui, au Conseil, bloquaient la très nécessaire proposition de renforcement des instruments de défense commerciale de l'UE, empêchant ainsi l'imposition de droits de douane élevés pour contrer le dumping chinois. Les prochains mois seront décisifs.

LA COMMANDE PUBLIQUE COMME OUTIL DE RÉINDUSTRIALISATION

Les marchés publics sont un autre instrument à notre disposition. Sur le modèle de la législation américaine en la matière (le Buy American Act), j'ai proposé - sur la plateforme Europe des Projets mais également en amendant des résolutions du Parlement - que l'Union européenne se dote d'un « Règlement Acheter Européen », qui réserverait une partie de ses marchés publics aux entreprises européennes, plutôt qu'aux opérateurs américains, canadiens, japonais ou chinois.

RÉTABLIR L'ÉGALITÉ FISCALE DANS L'UNION, EXIGER LA TRANSPARENCE

DEPUIS 2 ANS, LE SCANDALE DE L'INJUSTICE FISCALE AU GRAND JOUR

Depuis trois ans, une succession de scandales ont étalé au grand jour l'ampleur et la diversité des comportements fiscaux illégaux ou contraires à l'intérêt général, qu'on soupçonnait, mais dont nous avons désormais chaque mois des preuves accablantes. Ils nous livrent deux grands enseignements : en premier lieu, les individus sont la partie émergée de l'iceberg de l'évasion fiscale. Les multinationales sont, elles, loin devant, à la tête d'une gigantesque industrie de fuite de profits qui fait fondre les recettes publiques. La deuxième leçon est que les États sont complices de ces comportements - certains, comme l'Irlande, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, davantage que d'autres. Les enquêtes sont rares, tandis que chaque mois l'on découvre de nouveaux montages par lesquelles des grands groupes payent moins de 5%, parfois moins d'1% d'impôt sur les sociétés : McDonald's, IKEA, BASF, Starbucks, Apple, Amazon, AirBnB...

Plusieurs fronts sont ouverts par ces révélations. Au premier chef, celui du dumping fiscal auquel se livrent les États au sein de l'Union européenne. Par la pratique des rescrits fiscaux*, encore très opaque, la concurrence qu'ils se livrent est féroce. Or malgré Luxleaks, et malgré la condamnation par la Commission européenne de tout le système belge de rescrits fiscaux, ces derniers ont augmenté de 160% en deux ans dans l'UE ! Ensuite, la transparence des multinationales demeure très insuffisante, leur présence dans les paradis fiscaux est mal connue des États et elles utilisent sans supervision les problèmes d'articulation entre les différents droits fiscaux

nationaux. Enfin, la question des paradis fiscaux est toujours en suspens : nous attendons toujours une liste européenne des paradis fiscaux, et des sanctions claires associées, pour les juridictions en question comme pour les entreprises qui y ont des filiales. Ce sujet requiert un courage politique supérieur, puisque de nombreux paradis fiscaux sont internes à l'Union européenne ou à l'Espace européen de libre-échange (îles britanniques, néerlandaises, Luxembourg, Liechtenstein, etc).

« 99% des contribuables s'acquittent de leurs impôts, au taux légal, en respectant les dispositifs en vigueur. Mais le 1% restant, qui représente pourtant une part croissante des richesses mondiales, une ultra-minorité, est responsable de la majorité de la délinquance fiscale. »

E. Maurel, Ouest-France, 5 avril 2016



12 MAI 2016



Divulgation des résultats de la contre-consultation publique que j'ai organisée avec mes collègues Edouard Martin et David Borrelli : 91% des 6000 citoyens européens interrogés s'opposent à l'attribution du Statut d'économie de marché à la Chine.

27 JUIN 2016



Sur la plateforme Europe des Projets, je propose l'instauration d'un Règlement « Acheter Européen », calqué sur le Buy American Act, en vigueur aux États-Unis

25 MAI 2016



En session plénière, je co-signe et soutiens une résolution refusant d'octroyer le Statut d'économie de marché (SEM) à la Chine.

QUELQUES REPÈRES ANNUELS

200 milliards
Déficit public cumulé Union européenne

77 milliards
Déficit public France

1000 milliards
Évitement fiscal Union européenne

80 milliards
Évitement fiscal France

LE RÉVEIL DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DES PREMIÈRES VICTOIRES



Avec mes collègues Virginie Rozière et Victor Bostinaru

En matière de fiscalité, le tempo reste trop lent, car les États sont seuls législateurs. Le Parlement européen est uniquement consulté ; sauf lorsque le dossier déborde la fiscalité. Or les 28 États membres doivent statuer à l'unanimité ; par conséquent seuls des accords minimalistes sont trouvés, par des gouvernements qui souhaitent conserver pour eux leurs pratiques peu avouables.

Malgré ce verrou, nous avons obtenu d'eux quelques réelles avancées. En deux ans, grâce à la pression de la société civile, les propositions du commissaire à la Fiscalité et les votes du Parlement européen ont permis d'obliger les États à s'échanger les rescrits fiscaux*, les multinationales à remplir une déclaration pays par pays (voir CBCR*) et la donner aux fiscaux nationaux qui, là-aussi, devront se l'échanger automatiquement, tout comme les informations collectées sur les bénéficiaires effectifs des sociétés (rapport Maurel). En parallèle, nous avons écrit avec la commission spéciale TAXE, dont le mandat a été renouvelé, deux rapports adoptés en plénière, qui permettent de disposer d'une feuille de route exhaustive du Parlement européen.

Enfin, au sein de la commission d'enquête sur les Panama Papers, qui a succédé à la commission TAXE, nous avons entamé une série d'auditions en septembre pour détailler les mécanismes à l'œuvre dans les Panama Papers et les failles restantes dans la législation européenne. Avec de nombreux collègues soucieux de mettre un terme à l'impunité fiscale dont jouissent les responsables politiques et économiques qui sont touchés par ces scandales, nous demandons qu'ils soient entendus officiellement par la commission PANA, en particulier l'ancienne commissaire Neelie Kroes qui était en charge de la Concurrence en même temps que dirigeante d'une

société offshore d'investissements énergétiques aux Bahamas.

L'EUROPE DOIT SE DOTER DE FILETS DE SÉCURITÉ

Mon travail au Parlement européen sur ces sujets a forgé en moi des convictions profondes quant à l'avenir de l'Europe. La première est que la fiscalité, comme le dumping social, est au cœur de la crise de légitimité de l'Union européenne, et au cœur également de la crise budgétaire. Quand un ménage s'acquitte parfaitement de l'impôt qu'il doit, qu'une PME paye entre 25 et 28% d'impôts sur les sociétés après l'application de quelques dispositifs de soutien, mais qu'un grand groupe multinational esquivé l'essentiel de cet impôt pour ne s'acquitter que de 2 ou 3%, l'égalité devant la loi est brisée. Et la crise budgétaire que connaissent de nombreux États est au moins autant une crise des recettes qu'une crise des dépenses. En outre, je suis convaincu également que la puissance publique ne peut pas passer son temps à réguler la dernière innovation financière en date : il y en a tous les jours.

Nous avons donc besoin d'avoir une garantie permanente, du moins pérenne, contre les montages les plus préjudiciables. Cette garantie passe par la création de filets de sécurité européens sur les deux dimensions de l'impôt : l'assiette (ce qui est taxé)

et le taux (la proportion appliquée à chaque flux ou montant taxé). Pour l'assiette, le projet ACCIS* a été remis à l'ordre du jour par la Commission européenne. Elle doit être votée, et je m'y investirai pleinement dans la commission ECON où ce sujet sera débattu. Une assiette seulement commune de l'impôt sur les sociétés ne suffira pas, c'est au niveau du siège de chaque groupe que l'impôt doit être calculé, puis redistribué selon sa présence géographique. La « consolidation » (le fait de taxer au niveau du groupe) est donc l'aspect essentiel de cette première garantie. Pour le taux, je porte un projet, encore peu étudié en Europe, de taux effectif minimum pour les multinationales (ce qui est a posteriori effectivement acquitté par le contribuable). Je mobilise le groupe de travail socialiste de la commission PANA, et j'ai soumis aux citoyens cette mesure à travers l'initiative Europeprojets.eu, où elle a recueilli 82% d'avis favorables. Enfin, étant donné que l'évitement fiscal est par essence un phénomène mondialisé, il est indispensable que l'Union européenne applique des exigences de transparence dans ses relations avec les pays tiers. J'ai souhaité initié une réflexion sur ce thème dans mon rapport sur la prévention du blanchiment de capitaux et de l'évasion fiscale en commission du Commerce international. J'y plaide pour l'adoption d'une véritable doctrine de transparence extérieure de l'Union européenne.



Avec les syndicalistes américains de Mc Donald's



Boîtes postales à l'aéroport de Genève

> QUELQUES DÉFINITIONS

FRAUDE FISCALE

Se soustraire volontairement au paiement total ou partiel de ses impôts.

ÉVITEMENT FISCAL

Fraude fiscale + optimisation fiscale agressive, qui comprend l'utilisation excessive de moyens légaux, avec une utilisation détournée de mesures fiscales, dans le but d'éviter un impôt.

RESCRIT FISCAL

Réponse écrite de l'administration fiscale, qui a force de loi. Avec les multinationales, ce sont de véritables accords négociés sur la base du montage fiscal proposé par l'entreprise.

CBCR

Country-by-country-reporting. Il s'agit de l'obligation pour les multinationales de déclarer (au fisc ou publiquement) leurs principales informations financières et fiscales en détaillant pays par pays. Cela permet la traçabilité des profits.

ACCIS

Assiette commune consolidée d'impôt sur les sociétés. C'est le projet d'une harmonisation de la base d'imposition des entreprises en Europe.

5 NOVEMBRE
2014

L'ICIJ dévoile les Panama Papers, 11,5 millions de documents sur l'activité de conseil offshore de Mossack Fonseca.

AVRIL-MAI
2016

Scandale « Luxleaks ». Les journalistes de l'ICIJ publient plus de 300 rescrits fiscaux entre le Luxembourg et des multinationales.

MAI
2016

Adoption du reporting pays par pays obligatoire pour les grandes multinationales, avec échange automatique des informations entre États

29 JUIN
2016

21 SEPTEMBRE
2016

L'ICIJ révèle, avec les Bahamas Leaks, les activités de 175 000 sociétés offshore dans cette petite île des Caraïbes.

Les lanceurs d'alerte de Luxleaks sont condamnés à la prison avec sursis en première instance par le tribunal luxembourgeois.

29 JUIN
2016

SEPTEMBRE
2016

Dépôt de notre déclaration écrite contre le nouveau poste de J.M. Barroso au sein de la banque Goldman Sachs

20 AOÛT
2016

La Commission européenne condamne Apple à rembourser 13 milliards d'euros d'impôts que l'Irlande aurait dû réclamer

DÉCEMBRE
2016

NOVEMBRE
2016

Adoption par le Parlement européen de mon rapport sur l'échange de données sur les bénéficiaires finaux de sociétés.

Adoption en commission INTA de mon avis sur la transparence fiscale et financière.

DES VOTES DE CONVICTION

Retrouvez mes prises de position lors des différents votes sur mon site web et ma lettre d'information

OCTOBRE 2015 - RAPPORT ROZIERE SUR LES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES NON-AGRICOLE

J'ai voté pour ce rapport qui appelle la Commission à proposer une extension du système d'indications géographiques protégées, actuellement uniquement applicable aux produits agricoles (Champagne, pruneaux d'Agen, etc.), vers les produits artisanaux (couteaux de Laguiole, savon de Marseille, etc.).

SEPTEMBRE 2016 - RAPPORT BALAS SUR LE DUMPING SOCIAL

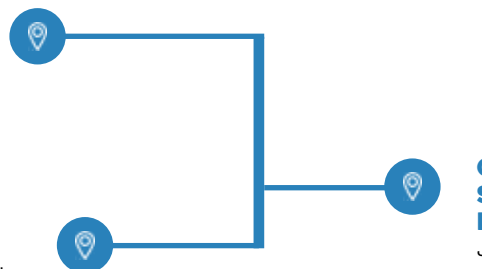
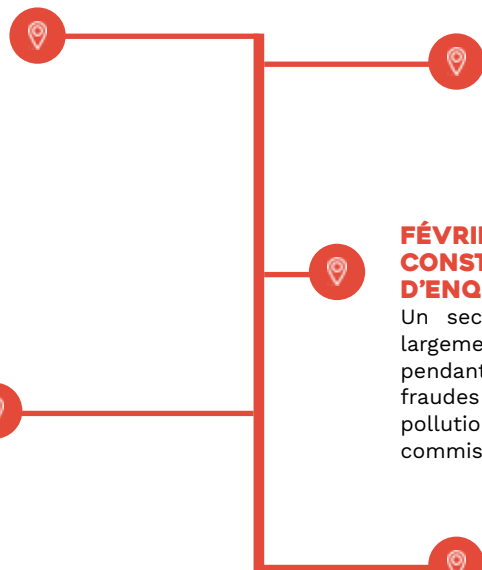
Le Parlement européen, à travers ce texte de mon collègue Balas, exprime clairement sa détermination à contrecarrer toutes les pratiques antisociales et de concurrence par le bas. La convergence par le haut est assumée. J'ai voté sans réserve le rapport d'initiative.

OCTOBRE 2016 - RAPPORT ANDRIEU SUR LA PAC

J'ai soutenu ce rapport, qui appelle à une réorientation de la politique agricole commune (PAC), avec un fléchage des subventions vers l'agriculture familiale plutôt que vers les agro-industries.

DÉCEMBRE 2016 - RAPPORT SASSOLI ET VAN DE CAMP SUR LE QUATRIÈME PAQUET FERROVIAIRE

Après l'énergie, l'Europe répète les erreurs de libéralisation des grands monopoles de services publics. Il est à craindre que la qualité du transport ferroviaire et les conditions sociales des employés de ce secteur s'en trouvent fortement dégradées. Ce texte obéit à une vision libérale dépassée, j'ai voté la motion de rejet du 4ème paquet ferroviaire.



OCTOBRE 2015 - RAPPORT DEL CASTILLO VERA SUR LE ROAMING

J'ai voté pour ce rapport, qui propose d'en terminer avec les frais d'itinérance mobile (roaming) dès le mois de juin 2017.

FÉVRIER 2016 - RÉOLUTION SUR LA CONSTITUTION D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'AFFAIRE VOLKSWAGEN

Un secteur majeur de l'économie européenne, largement soutenu par les pouvoirs publics pendant la crise, a organisé sciemment des fraudes massives pour contourner les normes anti-pollution. J'ai voté en faveur de la création d'une commission d'enquête.

SEPTEMBRE 2016 - RAPPORT FERBER SUR LA LIBÉRALISATION DES SERVICES POSTAUX

Pour les services postaux, nous avons encore l'opportunité de ne pas répéter les erreurs du passé, avec la libéralisation forcée de l'énergie ou du transport ferroviaire. Le texte de bilan et perspectives sur la directive Services postaux, porté par le PPE, ne tenait pas compte de ces erreurs, j'ai voté bien sûr contre le rapport.

OCTOBRE 2016 - RAPPORT LA VIA SUR LA RATIFICATION DE L'ACCORD DE PARIS

J'ai soutenu ce rapport, qui entérine la ratification collective par les 28 États membres de l'UE de l'Accord de Paris, conclu à l'issue de la COP 21.

UNIR LES GAUCHES EUROPÉENNES

Au Parlement européen, les droites comme les gauches sont divisées (il n'y a pas moins de 4 groupes de droite), mais l'absence de fait majoritaire et de responsabilité de la Commission devant le Parlement crée une entente tacite que l'on appelle couramment la « grande coalition ». En un mot il s'agit, au quotidien, de gérer les dossiers en partage entre le groupe social-démocrate (S&D) et le principal groupe conservateur (PPE), à coups de compromis qui donnent des résultats le plus souvent vidés de sens : ou bien par addition des demandes de chaque camp, ou bien par soustraction... Comme l'ensemble de la délégation socialiste française qui a voté contre le principe de grande coalition en début de législature, je suis opposé à ce mode de fonctionnement et très sceptique quant à ses conséquences. Mais surtout, la violence des effets de l'austérité et du libre-échange, le déni de démocratie qui a été imposé et qui est toujours imposé à certains pays (Grèce, Portugal) ayant élu des coalitions de gauche, requiert de la gauche qu'elle se démarque clairement et définitivement de ces politiques, faute de quoi ce sont d'autres forces, d'extrême-droite, à qui on laisserait le monopole des alternatives.

Or, la possibilité d'une majorité de gauche existe au niveau européen. Les sociaux-démocrates, les forces de la Gauche Unitaire Européenne, et les Verts, ont des convergences beaucoup plus grandes que n'importe quel autre groupement politique. C'est dans cette perspective que j'appuie activement la démarche du Progressive Caucus. Le Progressive Caucus est un rassemblement ouvert d'élus issus de ces trois groupes

politiques, qui nous a d'ores et déjà permis de créer des dynamiques fortes sur des combats communs. En particulier, le soutien à la Grèce nous unit, et c'est collectivement que nous faisons pression sur les institutions européennes pour qu'elles respectent leurs engagements vis à vis d'Athènes. De la même façon, nous multiplions les actions pour informer sur les effets délétères des méga-accords commerciaux, en particulier le CETA.



Affiche de la conférence CETA, TTIP deux revers de la même médaille

Dans la seconde partie de mon mandat, je forme le vœu que ces convergences se multiplient et que nous soyons capables d'élaborer des stratégies communes, voire de former des majorités rouge-rose-vert au Parlement. C'est déjà le cas sur certains textes qui sont votés malgré l'opposition des groupes de droite, et cela répond à l'urgence de porter une vision alternative du projet européen.



Avec Alexis Tsipras - Athènes

DIALOGUE ET PARTICIPATION AU COEUR DE MON MANDAT



À Quimper

« EUROPE DES PROJETS » #EDP

En juin dernier, après l'onde de choc créée par le Brexit, j'ai souhaité amorcer une réflexion sur la forme, le visage que l'on pouvait donner à l'Europe, en dehors des questions technocratiques sur la possibilité d'un nouveau traité, l'organisation de la zone euro, etc. Car j'ai la conviction que l'Union européenne souffre d'une crise de légitimité qui est aussi une crise d'efficacité. Je souhaite soumettre à la participation et au vote des citoyens engagés des propositions d'interventions concrètes, immédiates, de l'Europe, pour en faire une véritable puissance publique innovante. Elles ne forment pas un programme, mais plutôt une plateforme de projets, un incubateur de mesures possibles à mettre

en œuvre, pour orienter l'action européenne vers l'emploi, la lutte contre les inégalités, la protection et le développement du patrimoine naturel et culturel européen, la consommation durable, les carnets de commandes des industries européennes, et l'influence de l'Europe hors de ses frontières. Mes 15 propositions ne seront pas exhaustives. Bien entendu, il est fondamental de re-démocratiser l'Union européenne, de réfléchir à un nouveau déploiement institutionnel. Les pistes que j'avance n'ont pas vocation à occulter ce débat indispensable, mais s'inscrivent en parallèle de celui-ci. Elles visent à montrer la voie d'une Europe plus protectrice et plus volontariste, une Europe à l'initiative de projets positifs qui puissent réconcilier les peuples avec elle.

Le processus est en cours, et il n'a de sens que si, collectivement, les personnes curieuses d'Europe, engagées ou non, y posent leur pierre en faisant des retours, des remarques, et bien sûr en votant pour les projets qu'ils jugent utiles.

« Le député européen Emmanuel Maurel a pris les devants et propose d'associer les Français à la définition d'un nouveau projet européen par l'intermédiaire d'un site internet. »

LeFigaro.fr, 28 juin 2016



Avec mes collègues du groupe d'action MES Chine

MES China Why Not

CONTRE-CONSULTATION PUBLIQUE MES CHINA WHY NOT

Le 10 février 2016, la Commission lançait une « consultation publique » destinée à mieux connaître les attentes des acteurs économiques

européens sur la question - éminemment sensible - du Statut d'économie de marché (SEM) de la Chine, dont dépend intimement notre capacité à protéger nos industries du dumping chinois. Seulement, cette consultation officielle souffrait de lacunes majeures : sa formulation, trop technique, et sa rédaction en langue anglaise (uniquement) limitaient la participation des citoyens ordinaires et, qui plus est, elle partait d'un postulat contestable, selon lequel l'Union européenne, d'une manière ou d'une autre, était contrainte d'octroyer le Statut d'économie de marché de la Chine - ce que nous étions nombreux à contester.

C'est la raison pour laquelle - en compagnie de mes collègues co-animateurs du groupe d'action parlementaire « SEM Chine » Edouard Martin et David Borrelli - nous avons décidé d'organiser une « contre-consultation publique », intitulée MES China Why Not. Celle-ci, rédigée en cinq langues, formulée de manière plus compréhensible et fondée sur des présupposés plus neutres, devait permettre de recueillir témoignages et suggestions argumentées de la part des Européens sur les possibles impacts économiques, sociaux et environnementaux d'une attribution du SEM à la Chine.

La participation fut au rendez-vous : nous avons recueilli 6092 réponses (soit quelques centaines de plus que la Commission européenne), provenant de 19 États membres et de tous types de participants (citoyens ordinaires, syndicats, ONG, fédérations industrielles, universitaires...). Nous avons compilé les résultats et les témoignages pour les présenter à l'occasion d'une conférence de presse, organisée au Parlement européen, le 25 mai 2016. Ceux-ci étaient sans appel : 91% des répondants - quel que soit leur pays ou leur secteur d'activité - s'opposaient à l'attribution du Statut d'économie de marché à la Chine.

Le site ici : <http://www.meschinawhynot.eu/>



UNRAVELLING CETA

Au mois de juillet 2016, fort du constat que le débat public sur les négociations TAFTA entre l'Union européenne et les États-Unis atteignait des sommets, j'ai souhaité - avec mes collègues du Progressive Caucus du Parlement européen - placer sous la lumière

l'accord CETA, occulté par le TAFTA avec qui il entretient pourtant d'importantes similitudes, mais bien plus susceptible d'entrer en vigueur que son cousin états-unien. Nous avons donc lancé la plateforme multilingue, informative et participative « Unravelling CETA » (« Décortiquer le CETA, en français). Le principe est simple : il s'agit de rendre accessibles un certain nombre de chapitres de l'accord (les plus représentatifs de son esprit), assortis d'explications techniques et de liens vers les publications des « pour » et des « contre », afin de stimuler le débat. À cette fin, des espaces dédiés aux commentaires ont été définis.

Le site ici : <http://www.unravellingceta.eu/?lang=fr>

La page facebook de la campagne, là : <https://www.facebook.com/unravellingCETA/?fref=ts>



Avec mes camarades du Progressive Caucus Eva Joly (EELV) et Fabio De Masi (Die Linke)

LES THEMES #EdP

L'Europe au service de l'économie réelle



Produire et consommer autrement



Promouvoir le patrimoine européen



L'Europe extra-muros



Commerce : protéger l'Europe dans le monde



le mode d'emploi #EdP

Je consulte les propositions



J'évalue les propositions



J'enrichis les propositions



INFORMER, DÉBATTRE, RENDRE COMPTE DE MON ACTION

Ces derniers mois, j'ai répondu à de nombreuses invitations qui ont été l'occasion de déplacements fructueux dans la circonscription «Grand Ouest» évidemment ainsi que dans le reste de la France. Mon travail parlementaire est ainsi d'autant plus en lien avec les problématiques économiques et sociales locales et prend en compte les préoccupations des militants.

MES DÉPLACEMENTS EN CIRCONSCRIPTION «GRAND OUEST» ET EN FRANCE DEPUIS LE DÉBUT DU MANDAT



Je suis allé régulièrement à la rencontre des militants socialistes afin de rendre compte de mon mandat au Parlement. J'ai également participé à plusieurs débats publics organisés par les Maisons de l'Europe.

J'ai souhaité allier lors de ces visites les rencontres de terrain avec les acteurs de la vie des territoires, les comptes-rendus de mandat auprès des adhérents socialistes et des réunions publiques.

En outre, à l'invitation de collectifs, de fédérations socialistes ou de collègues parlementaires j'ai participé à de nombreux débats sur les traités de libre-échange en ma qualité de membre de la commission «commerce international» du Parlement.

Je demeure naturellement disponible pour les militants et les fédérations qui me solliciteront afin de continuer ces échanges.



Rencontre avec les syndicalistes opposés à la loi travail - Toulouse



Compte rendu de mandat - Fédération socialiste 44 à Nantes



Réunion publique - Gond-Pontouvre



Forum des députés européens du Grand Ouest - Rennes

Ferme de la Brosse-Naintré

A LA RENCONTRE DES AGRICULTEURS

J'ai visité des exploitations agricoles afin de me rendre compte concrètement des difficultés auxquelles font face les agriculteurs et d'échanger avec eux sur les solutions qu'ils préconisent ou qu'ils ont pu mettre en place afin de pérenniser leur exploitation.

A l'invitation de la Députée Suzanne Tallard, j'ai échangé à plusieurs reprises avec les représentants de toutes les organisations représentatives des agriculteurs de Charente Maritime. Lors de ces réunions j'ai pu leur assurer de mon entier soutien dans la crise qu'ils traversent.

C'est notamment dans cet objectif que j'ai interpellé la Commission afin qu'elle ne sanctionne pas l'accord trouvé entre Intermarché et Leclerc dont l'objectif est de soutenir la rémunération des éleveurs qui subissent de plein fouet une crise aux multiples facteurs. En effet, cet accord permettait de proposer aux consommateurs une viande de qualité, à un prix légèrement plus élevé, qui assurait des garanties la filière et donc de permettre aux éleveurs de vivre de leur travail.





PROMOUVOIR ET DÉFENDRE L'INDUSTRIE

La circonscription est riche d'un tissu économique très varié et dynamique. J'ai notamment eu l'occasion d'échanger avec des syndicalistes de l'arsenal de Brest au sujet des travailleurs détachés, d'inaugurer l'espace CreaLab d'Angoulême capitale du dessin animé et du film d'animation, mais aussi de visiter les entreprises Axel Christol (producteur de graisse industrielle agroalimentaire) à Niort et Sabella (fabrication d'hydroliennes) à Quimper...

Ces visites sont souvent l'occasion de souligner le rôle de « facilitateurs d'Europe » que doivent jouer les députés européens pour rendre plus accessibles et intelligibles les nombreux dispositifs proposés par les institutions communautaires ; en effet, ceux-ci demeurent souvent mal connus de leurs potentiels bénéficiaires.



Les militants du City Group du Finistère avec Isabelle Thomas - Strasbourg



Groupe de militants de Loire Atlantique - Bruxelles



Les militants de la section de Montmorillon - Strasbourg



Rencontre avec des élèves de L'École nationale des ponts et chaussées au bureau d'information du Parlement européen - Paris



Échange sur le fonctionnement du Parlement européen avec un groupe d'étudiants - Bruxelles

LES MILITANTS ET CITOYENS EN VISITE AU PARLEMENT EUROPÉEN

Chaque année les parlementaires européens peuvent parrainer quelques groupes de visiteurs ; c'est dans ce cadre que des camarades socialistes notamment de la Vienne, du Finistère, de Loire-Atlantique, sont venus visiter le Parlement à Bruxelles ou à Strasbourg. Ces visites sont l'occasion pour les militants de mieux appréhender le fonctionnement du Parlement et sont toujours l'occasion de riches échanges.

En outre, j'ai eu l'occasion d'échanger à plusieurs reprises avec des groupes d'étudiants sur le fonctionnement des institutions européennes et sur mes engagements au Parlement.

➤ Retrouvez mon actualité sur ma page facebook, mon compte twitter et sur mon site

www.emmanuelmaurel.eu

f Emmanuel Maurel
@emmanuelmaurel

Vous pouvez vous inscrire à ma newsletter mensuelle sur mon site internet

**« L'EUROPE DES RÈGLES A FAIT
LONG FEU. C'EST À UNE EUROPE DE
L'INTERVENTION QU'IL FAUT DÉSORMAIS
S'ATTELER. EN UN MOT, UNE EUROPE
DES PROJETS »**

ME CONTACTER

Emmanuel Maurel
Député Européen

emmanuel.maurel@ep.europa.eu

BRUXELLES

60 rue Wiertz
ASP 14G209
1047 Bruxelles, Belgique

TÉL. : +32 (0)2.284.57.47

STRASBOURG

Avenue de l'Europe
LOW T08 010
67 000 Strasbourg

TÉL. : 03.88.17.57.47

